

## Administration Communale de Mondorf-les-Bains

### Extrait du registre aux délibérations du conseil communal de Mondorf-les-Bains

#### Séance publique du 20.06.2005

Date de l'annonce publique de la séance: 13.06.2005

Date de la convocation des conseillers: 13.06.2005

**Présents:** Mme Nagel, bourgmestre - M. Soyka et Mme Kremer-Weicker, échevins – M. Schmit, Mme Schmit-Zwiebel, MM Raguét, Sandt, Schleck, Hayard et Mme Dolinski-Schwachtgen, conseillers – Mme Schong-Guill, secrétaire communale

**Absents:** excusé: M Kuhlmann, conseiller  
sans motif: ---

Point de l'ordre du jour  
5)

#### Remplacement du plan d'aménagement particulier ayant pour objet un complexe hôtelier au lieu-dit 'Vor Howent' par un nouveau plan d'aménagement particulier dit 'Vor Howent (Domaine des Etangs)' – Approbation définitive

##### Le conseil communal,

Considérant que par sa décision du 28.01.2002 le conseil communal a provisoirement approuvé un projet d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Mondorf-les-Bains au lieu-dit 'Vor Howent' (Domaine des Etangs) présenté par les architectes Schemel et Wirtz en remplacement de l'ancien PAP ayant eu pour objet un complexe hôtelier, approuvé par le conseil communal le 19.9.1991 et par Monsieur le Ministre de l'Intérieur le 29.10.1991 réf. 9297 ;

Considérant que cette approbation provisoire repose sur un plan initial modifié pour le faire concorder aux exigences formulées par la commission d'aménagement au Ministère de l'Intérieur dans son avis du 11.12.2000 réf. 12933/15C NK ;

Considérant que ce projet modifié a suivi la procédure de l'article 9 alinéas 2 et 3 de la loi du 12.6.1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes - les plans ayant été déposés pendant 30 jours – période du 25.2. au 26.3.2002 inclusivement – à la maison communale pour en prendre connaissance par le public et des affiches ayant été apposées dans la commune de la manière usuelle et portant invitation de prendre connaissance des pièces ;

Considérant encore que le public a été informé qu'endéans le délai visé les objections contre les plans doivent être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins, à peine de forclusion et qu'après l'expiration du délai, le collège entendra les opposants en vue de l'aplanissement des difficultés ;

Considérant qu'endéans le délai imparti – période du 25.2. au 26.3.2002 inclusivement les objections ci-après ont été présentées :

- lettre du 20.3.2002 de M et Mme C. Fischer-Mousel 2, avenue G.-D. Charlotte à L-5654 Mondorf-les-Bains
- lettre du 21.3.2002 de M et Mme H. Huynen-Klar 1, avenue G.-D. Charlotte à L-5654 Mondorf-les-Bains
- lettre du 21.3.2002 de M et Mme Vitali-Pettinelli 6, rue Dr Schumacher à L-5654 Mondorf-les-Bains
- lettre du 25.3.2002 de M. Joseph Kiefer-Bruch 4, route d'Ellange à L-5617 Mondorf-les-Bains

- lettre du 25.3.2002 de Mlle Bernadette Kirsch 14, rue Flammang à L-5618 Mondorf-les-Bains ;

Considérant que le collège échevinal a traité les objections avec les opposants C. Fischer-Mousel, P. Vitali-Pettinelli et Joseph Kiefer-Bruch le 2 mai 2002 et le 27 mai 2002 avec les opposants H. Huynen-Klar et Bernadette Kirsch, ayant donné procuration à M. Charles Gasperi pour la représenter;

Considérant que le collège échevinal après avoir entendu les opposants en vue de l'aplanissement des difficultés a décidé des oppositions le jour même ;

Vu les décisions du collège échevinal relatives aux objections formulées faisant partie intégrante du dossier soumis à l'approbation du conseil communal jointes en annexe;

Considérant que le collège échevinal a décidé de faire modifier le projet provisoirement approuvé pour l'adapter aux exigences des opposants en les points repris sur les plans modifiés soumis à l'approbation du conseil communal – plan n° 451.01.02 et suivants ;

Après avoir entendu diverses interventions de conseillers communaux critiquant le volume de l'ensemble du projet et les inconvénients en découlant, regrettant l'absence d'un hôtel initialement prévu et jugeant insuffisant le prix du terrain négocié avec le promoteur ainsi que Madame le bourgmestre dans la réponse du collège échevinal estimant que les doléances des opposants ont été intégrées dans les nouveaux plans élaborés par le promoteur et que le projet présenté est le fruit d'une négociation entre le collège échevinal et le promoteur sur la base d'une ancienne convention transactionnelle ;

Vu la loi communale du 13.12.1988 telle qu'elle a été modifiée et complétée dans la suite;

Vu la loi du 12.6.1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi par appel nominal et à haute voix décide avec six voix contre quatre **d'approuver définitivement** le plan d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Mondorf-les-Bains au lieu-dit 'Vor Howent' (Domaine des Etangs), présenté par les architectes Schemel et Wirtz, avec toutes les pièces et les plans modifiés, le tout en conformité de l'article 9 alinéa 4 de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes stipulant que le résultat de cette mesure (entendre les opposants par le collège échevinal et aplanir les difficultés) soit soumis au conseil communal.

Ainsi délibéré en séance publique date qu'en tête.

Suivent les signatures

Pour expédition conforme

Mondorf-les-Bains, le

Le secrétaire communal

Le bourgmestre



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Commissariat de District de Grevenmacher

Références : 42/06/nm

**COPIE**



Concerne : Commune de MONDORF-LES-BAINS.

Objet : Projet d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Mondorf, au lieu-dit « vor Howent (Domaine des étangs) » présenté par les architectes Schemel et Wirtz.

Délibération définitive du conseil communal du 20 juin 2005.

Transmis à Madame le Bourgmestre de la commune de MONDORF-LES-BAINS pour information et aux fins de publication conformément à l'article 31 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Cette publication est à effectuer suivant la procédure prévue par l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 pour les règlements communaux.

La délibération du conseil communal du 20 juin 2005 portant adoption définitive du projet d'aménagement particulier en question me parviendra en 8 exemplaires, tous munis du certificat de publication.

En ce qui concerne la convention à conclure entre le collège des bourgmestre et échevins et le promoteur, je renvoie à la procédure fixée par l'article 36 de la loi précitée du 19 juillet 2004.

Le Commissaire de district,

Serge Sandt



Direction de l'Aménagement Communal et  
du Développement Urbain

Références: **12933 – 15 C**

**Mondorf**

Affaire suivie par Germain Ruscitti

Annexes:

Monsieur le Commissaire  
de district à  
Grevenmacher

Monsieur le Commissaire de district,

Je vous prie de bien vouloir informer les autorités communales de Mondorf que j'approuve sur la base de l'article 9 de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes et de l'article 108 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain la délibération du 20 juin 2005 du conseil communal portant adoption définitive du projet d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Mondorf, au lieu-dit « vor Howent (Domaine des étangs) », présenté par les architectes Schemel et Wirtz.

Les réclamations émanant de la part de Mademoiselle Bernadette Kirsch et de Monsieur Jos Kiefer-Bruch sont déclarées recevables en la forme et quant au fond partiellement motivées. La réclamation collective émanant de la part de Monsieur Kiefer, de Monsieur Fischer, de Monsieur Huynen, de Monsieur Vitali ainsi que de Mademoiselle Kirsch est déclarée recevable en la forme et quant au fond partiellement motivée. La réclamation émanant de la part d'un groupement de personnes qui se sont adhésés à la réclamation précitée émanant de la part de Monsieur Kiefer, de Monsieur Fischer, de Monsieur Huynen, de Monsieur Vitali ainsi que de Mademoiselle Kirsch est déclarée irrecevable faute de réclamation antérieure adressée au collège des bourgmestre et échevins à l'encontre du vote provisoire du 28 janvier 2002. La réclamation émanant de la part de Mesdames Gerdy Roose et Chantal Grandgenet est déclarée irrecevable faute de réclamation antérieure adressée au collège des bourgmestre et échevins à l'encontre du vote provisoire du 28 janvier 2002.

Ad réclamation de Monsieur Kiefer, de Monsieur Fischer, de Monsieur Huynen, de Monsieur Vitali et de Mademoiselle Kirsch

En premier lieu, les réclamants s'opposent au changement radical apporté au projet de base, inscrit au PAP original du lotissement « Vor Howent » et repris formellement par le nouveau Plan d'Aménagement Général de la commune de Mondorf-les-Bains.

Dans ce contexte, je tiens à relever qu'aucune disposition légale n'empêche le conseil communal à procéder à une modification du plan d'aménagement général, alors qu'il incombe à ce dernier à décider en matière d'urbanisme. Il en va de même pour ce qui est des plans d'aménagement particulier.

En ce qui concerne la volumétrie des bâtiments et notamment la densité du projet, j'estime que la densité telle qu'initialement prévue lors du vote provisoire du projet serait à maintenir. De ce fait, ce point de la réclamation peut être considéré comme étant fondé.

Concernant le reproche que ni les documents en relation avec les délibérations du conseil communal, ni les plans des architectes n'indiquent les noms, raisons sociales, métiers et adresses du ou des maîtres d'ouvrage ou promoteurs il y a lieu de relever qu'aucune disposition légale exige que tel doit être le cas. D'autre part, en ce qui concerne l'argument ayant trait à la destination des constructions projetées, je tiens à relever qu'au vu des pièces figurant au dossier cette dernière est, en effet, connue. Il s'agit en l'occurrence de résidences à appartements par contre des commerces et bureaux ne sont pas admis. De même il convient de noter que le promoteur et les architectes sont connus. Ce point de la réclamation laisse, partant, d'être fondé.

En ce qui concerne le programme et le cahier de charges des ventes ou de location, il y a lieu de noter que ces documents ne sont pas requis au stade actuel de la procédure.

J'estime que les aménagements à l'intérieur du bâtiment et notamment les dispositions des accès aux appartements des différents blocs sont justifiés si les normes de sécurité en la matière sont respectées. Dans ce contexte il convient de noter que cette question est à traiter dans le cadre de la convention à conclure entre les autorités communales d'une part et le promoteur d'autre part.

En outre les réclamants avancent que le projet en marge prévoit l'aménagement de trois blocs d'habitation à appartements intercalés dans des zones d'habitations classées comme secteur de faible densité et porte, de ce fait, atteinte au cadre de vie agréable des lotissements existants. Dans ce contexte il y a lieu de relever qu'il importe de planifier une plus grande diversité des types d'habitation d'une part et que la jonction entre ces deux zones à destination différente peut être résolue par des mesures urbanistiques adaptées d'autre part. Par ailleurs, il convient de noter que des zones de verdure sont prévues afin de mieux adapter les constructions projetées au tissu urbain existant.

En dernier lieu, les réclamants soulèvent que dans le cadre du présent projet moins de 25 % des surfaces sont cédées pour des usages publics. Dans ce contexte je tiens à relever que le dossier sous rubrique est traité selon les dispositions transitoires de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et plus particulièrement son article 108 qui dispose que les dossiers dont la procédure d'approbation d'après la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes a été déjà entamée, cette dernière est continuée. Or, il y a lieu de relever que dans le cadre de la loi du 12 juin 1937 précitée l'indication des 25% présentait qu'un maximum et que rien empêchait les autorités communales à exiger une surface moins importante destinée aux aménagements publics.

#### Ad réclamation de la part de Mademoiselle Bernadette Kirsch

En ce qui concerne la volumétrie des bâtiments et notamment la densité du projet, j'estime que la densité telle qu'initialement prévue lors du vote provisoire du projet serait à maintenir. De ce fait, ce point de la réclamation peut être considéré comme étant fondé.

Pour ce qui est des remarques relatives à l'abaissement de la nappe phréatique je me rallie à la prise de position de la commune alors qu'il appartient au constructeur de prendre toutes les mesures de précautions en vue d'éviter que les maisons voisines subissent des dégâts. De toute façon, cette question doit être abordée dans le cadre de la convention à conclure entre les autorités communales d'une part et le promoteur d'autre part.

Ad réclamation de la part de Monsieur Kieffer-Bruch Jos

En ce qui concerne la problématique de l'évacuation des eaux usées, il y a lieu de noter que cette question est à traiter dans le cadre de la convention à conclure entre les autorités communales d'une part et le lotisseur d'autre part.

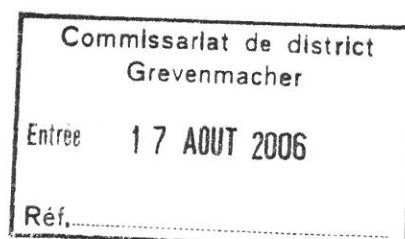
Finalement, j'invite les autorités communale de me soumettre en triple exemplaire des plans modifiés, conformément à la présente décision.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire de district, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour le Ministre de l'Intérieur  
et de l'Aménagement du Territoire



Ministre de la Famille et de L'Intégration  
Ministre de l'Egalité des Chances





## Article 4. Quartier d'habitation 2 - général « QE HAB-2 g »

### Article 4.1. Recul des constructions par rapport aux limites du terrain à bâtir net

#### Article 4.1.1. Recul avant

Les façades avant des constructions principales\* doivent être implantées dans la bande d'alignement avant\* ou en respectant un recul avant entre trois et cinq mètres en cas d'absence de construction\* sur les parcelles\* voisines.

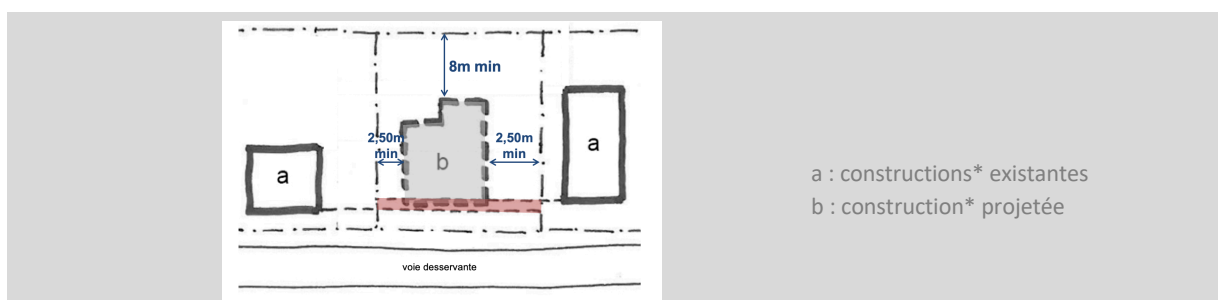
Si la bande d'alignement se situe au-delà de cinq mètres, un recul avant entre trois et cinq mètres est autorisé.

#### Article 4.1.2. Recul latéral

Le recul latéral des constructions principales\* est d'au moins deux mètres cinquante, sauf en cas de constructions\* accolées.

#### Article 4.1.3. Recul arrière

Les constructions principales\* doivent respecter un recul arrière d'au moins huit mètres.



### Article 4.2. Type et implantation des constructions hors sol et sous-sol

#### Article 4.2.1. Type des constructions

Les constructions\* peuvent être isolées, jumelées ou en bande.

#### Article 4.2.2. Profondeur des constructions

La profondeur\* des constructions principales\* est d'au plus quatorze mètres hors-sol.

Cette profondeur\* peut être portée à vingt mètres au plus pour le seul niveau du rez-de-chaussée.

#### Article 4.2.3. Implantation des constructions en sous-sol

Les constructions\* situées en sous-sol :

- sont limitées à une profondeur\* de vingt mètres ;
- ne peuvent pas dépasser l'alignement de la façade avant de la construction hors-sol ;
- doivent respecter des reculs\* latéraux d'au moins un mètre, ou ne pas dépasser les façades latérales de la construction\* hors-sol ;
- doivent respecter un recul arrière d'au moins trois mètres.

Une dérogation aux deux premiers points est admise pour l'implantation d'un car-lift à l'avant de la construction\*, sous réserve de ne pas dépasser une profondeur\* totale du sous-sol de 26,50 mètres et de respecter un recul avant d'au moins un mètre.

Les parties des constructions\* situées en sous-sol dépassant les façades latérales ou arrières de la construction\* hors-sol doivent se situer entièrement en-dessous du niveau naturel du terrain\*.

#### Article 4.3. Nombre de niveaux hors-sol et sous-sol des constructions

Le nombre de niveaux\* pour une construction\* abritant une ou plusieurs pièces destinées au séjour prolongé de personnes\* est de :

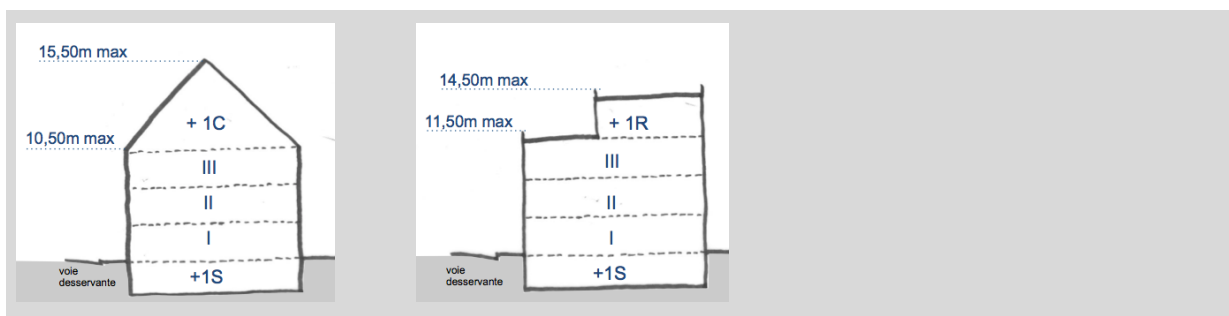
- trois niveaux hors-sol, soit un rez-de-chaussée et deux étages ;
- un seul niveau en sous-sol\*.

Au maximum un niveau supplémentaire peut être réalisé dans les combles\* d'une toiture à pentes, ou comme étage en retrait\* dans le cas d'une toiture plate, sous les conditions fixées à l'article 22 de la présente partie écrite.

#### Article 4.4. Hauteurs des constructions

La hauteur maximale des constructions principales\* est :

- de dix mètres cinquante à la corniche ;
- de quinze mètres cinquante au faîtage\* ;
- de onze mètres cinquante à l'acrotère\* bas et quatorze mètres cinquante à l'acrotère\* haut, sur étage en retrait\*.



#### Article 4.5. Nombre d'unités de logement

Le nombre d'unités de logement\* est limité à huit unités par bâtiment.



## Titre 2 – Règles communes

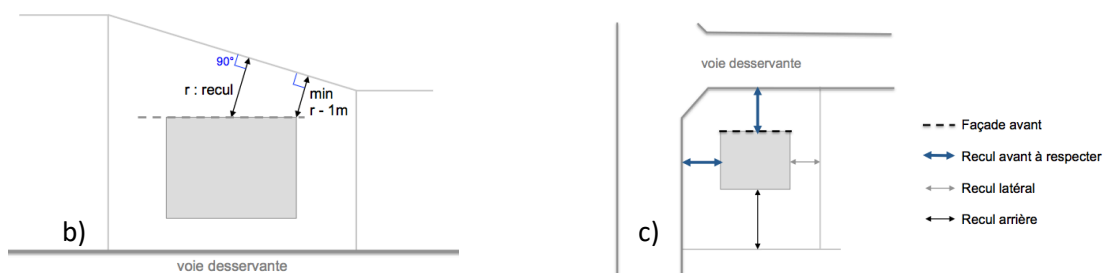
### Article 16. Emplacements de stationnement

Le nombre d'emplacements requis est indiqué dans la partie écrite du plan d'aménagement général et précisé comme suit :

- a) Les emplacements de stationnement sont aménagés sur le territoire communal, sur la parcelle\* privée ou à une distance de 300 mètres au maximum de la construction\* à laquelle ils se rapportent, et doivent rester affecté à cette construction\*.
- b) Les emplacements liés à des activités commerciales, tertiaires, ou à des équipements collectifs, doivent être accessible au public sans restriction.

### Article 17. Implantation des constructions

- a) La distance minimum entre deux constructions principales\* non accolées sur une même parcelle\* est calculée en additionnant les reculs\* latéraux requis pour chacune des constructions\*.
- b) Lorsque la façade d'une construction principale\* se présente obliquement par rapport à la limite de propriété, la distance au point le plus rapproché doit être au moins égale au recul\* requis moins un mètre.
- c) Toute façade donnant sur une voie ouverte au public doit respecter le recul\* avant requis pour la construction\*.



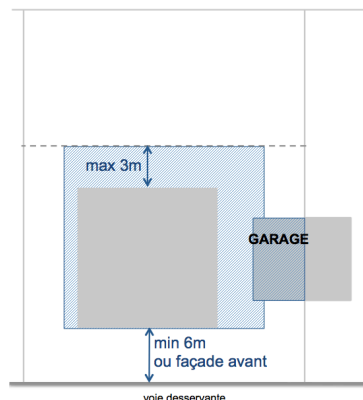
### Article 18. Dépendances

Les constructions implantées en sous-sol ne sont pas concernées par cet article.

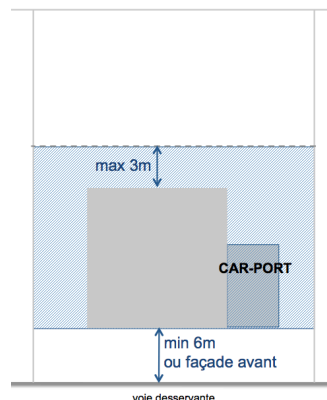
#### Article 18.1. Garages et car-ports

- a) La surface cumulée de l'emprise au sol des garages et de la surface couverte par des car-ports\* est limitée à 50 mètres carrés par parcelle\*.
- b) Les garages et car-ports\* :
  - doivent respecter un recul\* par rapport à la voie desservante d'au moins six mètres, ou égal ou supérieur à celui de la façade avant de la construction principale\* si celle-ci est implantée à moins de six mètres de la voie desservante ;

- ne peuvent pas dépasser la façade arrière de la construction principale\* de plus de trois mètres, sous réserve de respecter le recul\* arrière requis pour la construction principale\*.
- c) Les garages doivent respecter les reculs\* latéraux définis pour les constructions principales\*, sauf s'ils s'accolent en totalité à une construction\* existante en limite de propriété, sous réserve de respecter le recul\* requis par rapport à la voie desservante.
- d) La hauteur des garages et car-ports\* est limitée à 3,50 mètres au faîte\* ou à l'acrotère\*.



Implantation autorisée  
pour les garages



Implantation autorisée  
pour les car-ports\*

## Article 18.2. Dépendances hors garages et car-ports

- a) L'emprise au sol d'une dépendance\* est limitée à 15 mètres carrés. La surface totale des emprises au sol des dépendances\* est limitée à 25 mètres carrés par parcelle\* occupée par une maison d'habitation unifamiliale\*, et à un tiers de la surface d'emprise au sol de la construction principale\* dans le cas d'une maison d'habitation bifamiliale\* ou plurifamiliale\*.
- b) Les dépendances\* doivent respecter des reculs\* avant, latéraux et arrière d'au moins un mètre, sauf si elles s'accolent en totalité à une construction\* existante en limite de propriété.
- c) La hauteur des dépendances\* est limitée à 3,50 mètres au faîte\* ou à l'acrotère\*, à calculer à partir du terrain naturel.

## Article 19. Constructions destinées à une activité professionnelle (hors constructions principales)

- a) Les constructions\* non principales liées à des activités agricoles ou viticoles doivent respecter des reculs\* latéraux et arrière d'au moins trois mètres.
- b) Dans le cas de plusieurs constructions\* sur une même parcelle, elles peuvent soit être accolées à une autre construction\* implantée sur la même parcelle, soit respecter une distance correspondant au recul défini ci-avant.
- c) Leur hauteur est limitée à huit mètres au faîtage\* ou à l'acrotère\*.

- d) Les autres constructions\* non principales destinées à une activité professionnelle doivent respecter les règles concernant les reculs\* latéraux et arrière ainsi que les hauteurs définies pour les constructions principales\* du quartier dans lesquelles elles se situent.

## Article 20. Piscines et pièces d'eau

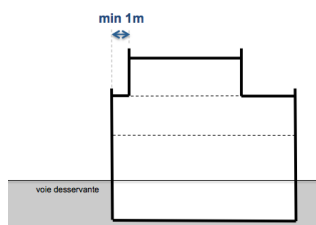
- a) Les surfaces bâties hors œuvre des piscines ou pièces d'eau sont limitées à 40 mètres carrés par parcelle\*.
- b) Les piscines et pièces d'eau doivent respecter des reculs\* avant, latéraux et arrière d'au moins trois mètres.

## Article 21. Aspect des constructions et intégration dans leur environnement

- a) Toute construction\* qui serait de nature à nuire au bon aspect d'un site, d'un quartier, d'une rue ou d'un ensemble de bâtiments dignes de protection est interdite.
- b) Le revêtement brillant des toitures en pente est interdit.
- c) Les avant-corps\* et balcons\* ne peuvent dépasser les reculs\* prescrits pour la construction principale\* que dans le recul\* arrière.
- d) L'installation d'éléments techniques tels que des antennes ou récepteurs paraboliques, appareils de climatisation, pompes à chaleur, est interdite sur les versants de toiture et sur les façades donnant sur le domaine public, sauf s'il s'agit du seul endroit permettant leur bon fonctionnement.

## Article 22. Combles et étages en retrait

- a) Dans le cas d'une toiture en pente, l'aménagement d'un seul étage est autorisé dans les combles\*.
- b) Dans le cas d'une toiture plate, l'étage en retrait\* doit respecter un recul\* minimum d'un mètre par rapport à la façade sur voie desservante. La surface construite brute de l'étage en retrait\* doit être inférieure ou égale à 70 % de la surface construite brute de l'étage auquel il se superpose.



## Article 23. Toitures

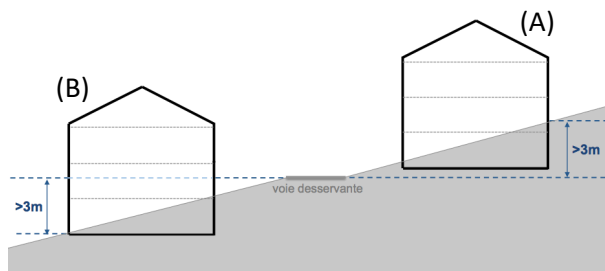
- a) Toutes les formes de toiture sont autorisées, à l'exception du quartier existant HAB-2 « Brill » où seules les toitures plates sont autorisées.
- b) La pente des toitures à versants est limitée à 42° dans les quartiers existants HAB-1, HAB-2, MIX-v et MIX-u.

- c) Dans le cas d'une toiture à pentes, la largeur additionnée des ouvertures ne peut excéder 50 % de la longueur de la toiture.

## Article 24. Terrains en pente 1

Pour les constructions implantées en amont de la voie desservante (A), les hauteurs maximum à la corniche, acrotère ou faitage admises par quartier sont augmentées d'un mètre cinquante.

Pour les constructions implantées en aval de la voie desservante (B), des pièces destinées au séjour prolongé de personnes peuvent être aménagées dans le niveau situé en sous-sol, sous réserve que la façade arrière soit entièrement hors-sol.



## Article 25. Autorisation de lotissement

Une demande de lotissement, telle que défini par l'article 29 (1) alinéa 5 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, ne peut être autorisée qu'aux conditions cumulatives suivantes :

- une viabilisation publique des lots\* doit être garantie ;
- les lots\* créés doivent avoir une superficie d'au moins deux ares en cas de maison unifamiliale\* et d'au moins quatre ares en cas de maison bifamiliale\* ou plurifamiliale\* ;
- la longueur par façade des constructions\* principales sur voie desservante doit pouvoir être d'au moins sept mètres en quartiers existants HAB-1, HAB-2, MIX-v et MIX-u ;
- si un lot\* comporte une construction\* existante, sa nouvelle configuration doit permettre à ladite construction\* de rester conforme à la réglementation en vigueur ;
- tous les nouveaux lots\* doivent être constructibles dans le respect de la réglementation en vigueur.

---

<sup>1</sup> Un terrain est considéré en pente lorsque la différence entre le niveau de la voie desservante et celui du terrain naturel mesuré sur la façade arrière de la construction est supérieur à 3 mètres.

## Article 26. Dérogations

- d) Le bourgmestre peut déroger aux règles de la présente partie écrite pour des raisons techniques et urbanistiques (dont la configuration et la topographie du terrain), historiques (caractéristiques de l'existant), de sécurité ou d'intérêt général, dûment justifiées.
- e) Pour garantir un raccord harmonieux entre deux constructions\* accolées, le bourgmestre peut déroger aux règles concernant les reculs\* et les hauteurs requis.
- f) Dans le quartier existant ECO-c1, des distances entre constructions\* sises sur une même propriété inférieures aux marges de reculement prescrites peuvent être autorisées, sous réserve de justifier que les besoins particuliers ou le déroulement fonctionnel de l'exploitation l'exigent.

## Titre 3 – Définitions

Les définitions sont reprises du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », à l'exception des définitions :

- en italique, qui ont été précisées ;
- marquées d'un astérisque \*, qui sont reprises du Règlement-type sur les Bâtisses, les Voies publiques et les Sites (Ministère de l'Intérieur, version 2018) ;
- marquées d'un double astérisque \*\*, qui sont des définitions communales.

Des schémas explicatifs ont été ajoutés pour certaines définitions.

### Acrotère

On entend par acrotère la remontée verticale encadrant la dalle d'une toiture-terrasse, d'une toiture plate ou d'une terrasse.

### Alignement de voirie

On entend par alignement de voirie la limite entre la voie desservante et les terrains à bâtir net.

### Alignement obligatoire

On entend par alignement obligatoire la limite séparative obligatoire soit entre une construction et une surface non aedificandi, soit entre volumes construits dont les prescriptions dimensionnelles diffèrent. La façade en question devra respecter l'alignement obligatoire sur au moins deux tiers de la surface. Les loggias ne sont pas à considérer pour l'alignement obligatoire.

En cas d'assainissement énergétique, la couche isolante supplémentaire, de même que le nouveau parachèvement extérieur pourront, le cas échéant, déroger aux limites de surfaces constructibles.

## Auvent

On entend par auvent un avant-toit fixé en console et placé au-dessus d'une ouverture, d'un portail, d'un panneau d'information ou d'une construction similaire.

## Avant-corps

On entend par avant-corps un élément architectural ou une partie d'une construction se trouvant en saillie par rapport à la façade. Un avant-corps est subordonné à la façade à laquelle il se rapporte. Il présente une surface inférieure à un tiers de la surface de la façade, toiture non comprise, et une saillie inférieure à 2 mètres.

## Balcon

On entend par balcon une construction ouverte formée soit par une dalle ou par une plate-forme dépassant la façade d'un bâtiment, soit par une dalle ou par une plate-forme portée par une structure autoportante, ceinte d'un garde-corps et communiquant avec les pièces d'habitation adjacentes par une ou plusieurs portes ou portes-fenêtres.

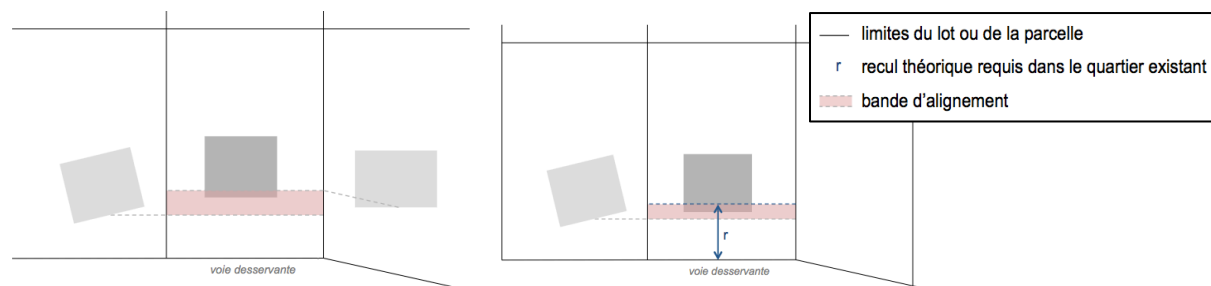
## Bande d'alignement avant \*\*

On entend par bande d'alignement avant l'espace formé par le prolongement de chacune des deux façades avant des constructions principales existantes sur les parcelles voisines.

Lorsqu'une seule parcelle voisine est bâtie, la bande d'alignement est formée par le prolongement de la façade avant de la construction principale existante sur la parcelle voisine et la ligne parallèle à la voie desservante à une distance égale au recul requis en cas d'absence de construction sur les parcelles voisines selon les quartiers.

Le prolongement est à calculer à partir du milieu de la façade et parallèlement à la voie desservante.

Les parcelles voisines à considérer sont celles en limites latérales de la parcelle accueillant le projet et dont les constructions principales sont desservies par la même voie.



## Bande de construction

On entend par bande de construction la partie du terrain à bâtir net sur laquelle les constructions abritant des pièces destinées au séjour prolongé de personnes peuvent être implantées. Cette bande est mesurée à partir de la limite cadastrale du terrain à bâtir net donnant sur la voie desservante.

### Car-port

On entend par car-port toute construction ouverte sur au moins deux côtés, réalisée en principe en matériaux légers et servant à abriter un ou plusieurs véhicules en stationnement.

### Clôture

On entend par clôture toute construction destinée à enclore un espace et érigée en principe sur l'alignement de voirie ou sur la limite séparative entre deux propriétés.

On distingue trois types de clôtures :

- les clôtures légères ou ajourées (p.ex. barrières, enceintes, enclos et grilles),
- les clôtures massives ou opaques (p.ex. murets et murs),
- les clôtures végétales (p.ex. haies).

### Comble

On entend par comble le volume compris entre le dernier niveau plein\* et les pans de toiture en pente d'un bâtiment.

### Construction

On entend par construction tout bâtiment, bâtisse, édifice ou ouvrage, ancré au sol, qu'il soit hors sol ou enterré.

### Construction principale \*\*

On entend par construction principale toute construction comportant une ou plusieurs pièces destinées au séjour prolongé de personnes.

### Cote de niveau

On entend par cote de niveau l'indication de la position verticale d'un élément, exprimée en altitude réelle conformément au référentiel national officiel.

### Dépendance

On entend par dépendance tout volume accolé ou isolé, ni destiné au séjour prolongé de personnes, ni à une activité professionnelle comme notamment les abris de jardin, les garages et les car-ports.

### Étage en retrait

On entend par étage en retrait le niveau dont le plan d'au moins une façade est en retrait par rapport à celui du niveau situé en dessous.



### Faîte / Faîtage

On entend par faite ou faîtage la ligne d'intersection des deux versants d'une toiture dont les pentes sont opposées ou encore le segment le plus élevé d'une toiture à une pente.

### Hauteur à la corniche

On entend par hauteur à la corniche la différence d'altitude entre l'axe de la voie desservante et le point d'intersection entre le plan extérieur de la façade (isolation et revêtement inclus) et le plan extérieur de la toiture (couverture incluse), mesurée au milieu de la façade de la construction principale donnant sur la voie desservante et perpendiculairement à l'axe de la voie desservante, sauf si le PAP en dispose autrement. Lorsqu'une construction est composée de plusieurs volumes, la hauteur à la corniche est mesurée individuellement pour chaque volume. Lorsque la hauteur d'une construction n'est pas la même sur toute la longueur de la construction, la hauteur la plus importante est à prendre en considération.

### Hauteur à l'acrotère

On entend par hauteur à l'acrotère la différence d'altitude entre l'axe de la voie desservante et le plan supérieur (isolation et revêtement inclus) de l'acrotère, mesurée au milieu de la façade de la construction principale donnant sur la voie desservante et perpendiculairement à l'axe de la voie desservante, sauf si le PAP en dispose autrement. Lorsqu'une construction est composée de plusieurs volumes, la hauteur à l'acrotère est mesurée individuellement pour chaque volume. Lorsque la hauteur d'une construction n'est pas la même sur toute la longueur de la construction, la hauteur la plus importante est à prendre en considération.

### Hauteur du socle

On entend par hauteur du socle la différence entre la cote du niveau fini du plancher du rez-de-chaussée et la cote de l'axe de la voie desservante, sauf si le PAP en dispose autrement. Lorsque la cote du socle n'est pas la même sur toute la longueur de la façade, la hauteur la plus importante est à prendre en considération.

### Îlot

On entend par îlot une surface délimitée par une ou plusieurs voies desservantes et, le cas échéant, par une ou plusieurs limites physiques ou administratives.

### Limite de surface constructible

On entend par limite de surface constructible soit la limite séparative entre une surface constructible et une surface non aedificandi, soit la limite séparative entre volumes construits adjacents pour lesquels les prescriptions dimensionnelles, les typologies ou les affectations diffèrent.

En cas d'assainissement énergétique, la couche isolante supplémentaire, de même que le nouveau parachèvement extérieur pourront, le cas échéant, déroger aux limites de surfaces constructibles.

## Logement

On entend par logement un ensemble de locaux destinés à l'habitation, formant une seule unité et comprenant au moins une pièce de séjour, une niche de cuisine et une salle d'eau avec WC.

## Logement de type collectif

On entend par logement de type collectif toute unité de logement dans une maison plurifamiliale ou dans une maison bi-familiale.

## Logement intégré

On entend par logement intégré un logement faisant partie d'une maison de type unifamilial et appartenant au propriétaire du logement principal. Le logement ne peut être destiné qu'à la location et doit être subordonné en surface au logement principal.

## Loggia

On entend par loggia un espace de vie extérieur, couvert et non saillant par rapport à la façade d'un bâtiment, communiquant avec les pièces d'habitation par une ou plusieurs portes ou portes-fenêtres.

## Lot

On entend par lot une unité de propriété foncière projetée et non encore répertoriée par le cadastre.

## Maison bi-familiale

On entend par maison bi-familiale une construction servant au logement permanent et comprenant deux unités de logement.

## Maison en bande

On entend par maison en bande toute construction faisant partie d'un ensemble de minimum trois maisons accolées.

## Maison jumelée

On entend par maison jumelée toute construction faisant partie d'un ensemble de deux maisons accolées.

## Maison plurifamiliale

On entend par maison plurifamiliale une construction servant au logement permanent et comprenant plus de deux unités de logement.

### Maison unifamiliale

On entend par maison unifamiliale une construction servant au logement permanent et comprenant en principe une seule unité de logement. Un seul logement intégré supplémentaire y est admis.

### Niveau naturel du terrain

On entend par niveau naturel du terrain le niveau du terrain avant les travaux de déblaiement, de remblaiement, de nivellement, d'assainissement ou d'aménagement extérieur.

### Nombre d'étages

On entend par nombre d'étages le nombre de niveaux au-dessus du rez-de-chaussée.

### Nombre de niveaux

On entend par nombre de niveaux, le nombre d'espaces entre planchers et plafonds. Les niveaux en sous-sol\* ne sont pas pris en compte.

### Niveau en sous-sol

Est considéré comme niveau en sous-sol, tout niveau dont au moins la moitié du volume construit brut est sis en dessous du terrain naturel.

### Niveau plein

On entend par niveaux pleins, les niveaux situés entre le niveau du terrain naturel et la ligne de corniche ou de l'acrotère. Si un niveau est partiellement enterré par rapport au terrain naturel, ce dernier est à considérer comme niveau plein si au moins la moitié de son volume est situé au-dessus du niveau du terrain naturel.

### Parcelle

On entend par parcelle une unité de propriété foncière répertoriée par le cadastre et précisément délimitée.

### Pièces destinées au séjour prolongé de personnes \*

Sont considérées comme pièces destinées au séjour prolongé de personnes notamment les pièces de séjour, de jeux et de travail, les chambres à coucher et salles d'eau.

Sont également considérées comme pièces destinées au séjour prolongé de personnes, notamment les bureaux, les surfaces de vente et les ateliers.

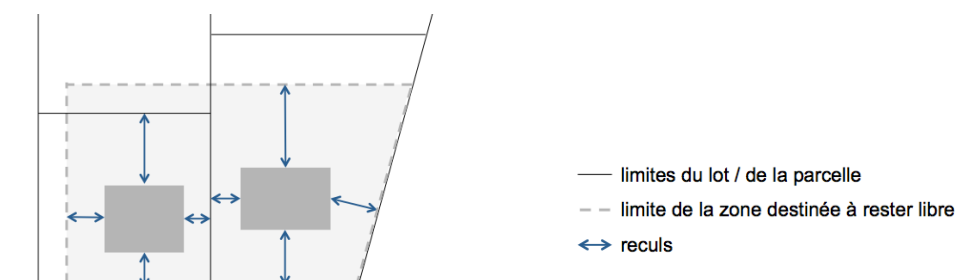
### Profondeur de construction

On entend par profondeur de construction la distance mesurée entre la façade avant et la façade arrière, aux points les plus éloignés. Dans le cas de constructions composées de deux ou plusieurs corps de bâtiment, la profondeur de construction est mesurée séparément pour chacun d'entre eux.

## Recul

Le recul constitue la distance entre la construction ou la surface constructible et la limite du lot ou de la parcelle, respectivement la limite de la zone destinée à rester libre.

Le recul est mesuré au milieu de la construction à partir de la façade finie (isolation incluse, sauf en cas d'assainissement énergétique), perpendiculairement à la limite parcellaire ou du lot.



## Terrasse

On entend par terrasse une surface stabilisée à l'air libre, non close, communiquant avec les pièces d'habitation adjacentes par une ou plusieurs portes ou portes-fenêtres.

On distingue :

- la terrasse accolée à un bâtiment ;
- la terrasse aménagée sur la surface résultant du retrait d'un étage par rapport à l'étage inférieur ;
- le toit-terrasse aménagé sur une toiture plate accessible.

## Voie desservante

On entend par voie desservante toute voie carrossable, publique ou privée, qui donne accès à une parcelle ou un lot.

## Voie publique

On entend par voie publique les voies appartenant à l'Etat ou à une commune qui font partie du domaine public.